



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par OCHA et couvre la période du 15 au 22 avril 2015

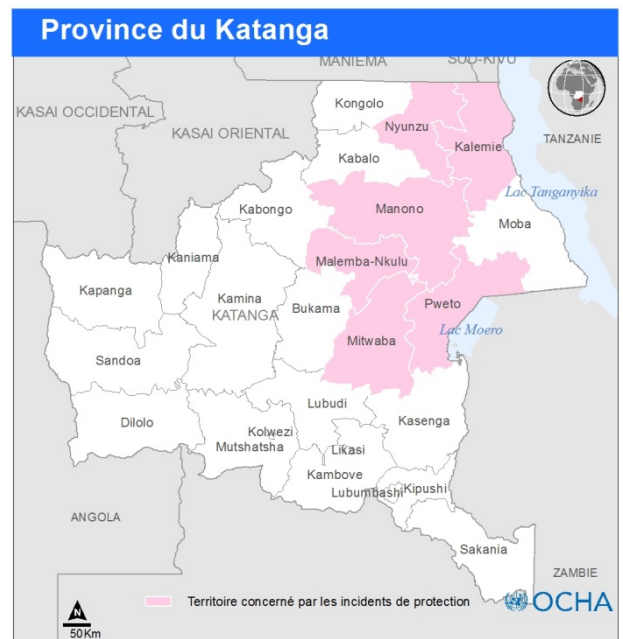
## Faits saillants

- Katanga : Plus de 8 500 incidents de protection rapportés au premier trimestre
- US\$ 2 millions à mobiliser pour prendre en charge les survivantes de violences sexuelles et sexistes (SGBV)

## Aperçu de la situation

Plus de 8 500 incidents de protection ont été rapportés au cours du premier trimestre 2015 dans les territoires de Kalemie, Malemba Nkulu, Manono, Mitwaba, Nyunzu et Pweto. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), près de 70% de ces incidents ont été enregistrés dans trois territoires : Kalemie, Manono et Nyunzu, dans le District de Tanganyika. Les violences intercommunautaires depuis janvier entre les Twa et les Luba seraient à la base de la hausse du nombre d'incidents de protection.

Dans ces trois territoires, plus de 1 400 maisons et cases ont été incendiées au cours d'une vingtaine d'attaques liées au conflit communautaire ; de nombreuses personnes ont été assassinées et plusieurs autres exactions ont été commises. D'une manière générale, les violations enregistrées dans ces six territoires sont attribuées à toutes les parties en conflits : Mayi-Mayi, éléments de l'armée congolaise et de la police, bandits armés et des civils membres des groupes d'auto-défense. Dans ce rapport, le HCR fait mention des viols, tortures, traitements inhumains, mariages forcés, extorsion des biens commis à l'endroit des civils dans des zones en conflits. En 2014, le Katanga avait notifié plus 14 000 incidents de protection.



## Situation/Réponse humanitaire

### Protection

Plus de 600 cas de violences sexuelles et sexistes (SGBV) ont été rapportés au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 dans la Province du Katanga. Selon la Division provinciale du genre et famille, le viol représente plus de 65% des cas de SGBV rapportés. Au cours de trois premiers mois, le Territoire de Nyunzu a enregistré, à lui seul, plus de la moitié des cas de la province. Près de 52 % des victimes sont des déplacés et retournés, 35% des résidents dans les zones de conflits – Malemba Nkulu, Manono, Mitwaba, Nyunzu et Pweto– et les 13% autres sont réparties dans les zones hors conflit. La majorité de ces actes est perpétrée par des civils (48%), des miliciens et groupes armés (43%), ainsi que par des forces de l'ordre (9%).

**2 millions USD**  
Nécessaires pour prendre en charge les survivantes des violences sexuelles

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a bénéficié en début avril de cette année de plus de \$ 58 000 du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) pour prendre en charge 250 survivantes des violences sexuelles dans les territoires de Manono et Mitwaba. Ce financement va permettre entre autres de mettre à la disposition de ces femmes des kits de dignité (pagnes, serviettes hygiéniques, savons,...) et de leur assurer une prise en charge psychosociale et médicale. D'autres acteurs continuent à participer à la réponse en y apportant notamment des kits *prophylaxie post-exposition (PEP)* pour prévenir l'infection et le développement de la maladie. Des formations sont aussi organisées à l'intention des policiers et militaires sur leur implication dans la protection des droits humains et des civils. Actuellement, le suivi psychologique reste un des aspects non couverts

par la réponse actuelle. Face aux besoins énormes qu'expriment ces femmes, les experts de la protection estiment que **2 millions de dollars US** sont encore nécessaires pour approvisionner les structures médicales en matériel approprié, renforcer le système judiciaire et faire la réinsertion socioéconomique des survivantes.

## Coordination générale

- Une évaluation conduite en fin mars à Kamena (localité située au sud-est de Moba), dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de populations (RRMP), rapporte qu'environ 5 800 personnes retournées en septembre 2014 ont besoin d'une assistance multisectorielle en santé, nutrition, sécurité alimentaire et protection. Ces personnes avaient fui l'insécurité liées aux attaques des Mayi-Mayi Bakata-katanga entre février 2013 et février 2014. Leur retour progressif a commencé entre mars et septembre 2014. Les conditions difficiles dans les milieux de déplacement et l'accalmie précaire, à la suite des offensives des FARDC lancées en juillet 2014 sont parmi les raisons qui ont favorisé leur retour. D'après le RRMP, environ 800 autres personnes sont encore en déplacement dans les villages environnants et en brousse. Il n'existe qu'un seul centre de santé opérationnel à Kamena appuyé par COOPI depuis novembre 2014 pour la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère et modérée des enfants de 6 à 59 mois, des femmes enceintes et allaitantes. En protection, 22 femmes victimes de viols n'ont pas encore bénéficié d'une prise en charge médicale appropriée. 99% des ménages enquêtés ont une alimentation pauvre et limitée. Le RRMP n'intervenant que pour les retournés des six derniers mois, ceux de Kamena ne peuvent être pris en charge dans ce cadre. Les acteurs humanitaires lancent un appel auprès d'autres organisations pour assister ces personnes vulnérables encore dans le besoin.
- Plus de 8 800 personnes déplacées à Kasanga Nyemba (169 km au nord de Kalemie) ont besoin d'une assistance multisectorielle. Ces personnes venues de Lembe, Lubinda, Luhonge, Kalaya, Mabimbi, ont fui les violences commises par les Twa dans leurs villages en mars. Selon une évaluation conduite mi-mars, les conditions des vies des déplacés ainsi que celles de leur communauté d'accueil sont déplorable. Depuis l'arrivée des déplacés dans cette localité, ils n'ont pas encore été assistés en vivres et en articles ménagers essentiels. En éducation, l'arrivée de ces déplacés a paralysé les activités scolaires dans les deux écoles de la localité. Sur environ 2 000 enfants autochtones et déplacés en âge scolaire estimés à Kasanga Nyemba, plus de 85% ne vont pas à l'école, car les salles de classe sont occupées par les déplacés. Il n'existe aucune structure pour encadrer les enfants dans la localité. Ces déplacés ont aussi besoin de la protection, des vivres, de l'eau potable, des articles ménagers essentiels et d'abris.

## Quelques chiffres clés

657

Enfants sortis des Forces et Groupes Armés en 2014

275 000

Enfants souffrants de la malnutrition aiguë sévère chaque année

4 590

Maisons incendiées en 2014

104 000

Victimes des catastrophes naturelles en 2014

1,6 millions

Cas de paludisme en 2014

238 000

Bénéficiaires des articles ménagers essentiels en 2014

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Souleymane Beye**, Chef de Sous-Bureau OCHA Katanga, [beye@un.org](mailto:beye@un.org), Tél: +243 97 000 37 76

**Jolie Laure Mbalivoto**, Chargée de l'information publique OCHA Katanga, [mbalivotoj@un.org](mailto:mbalivotoj@un.org), Tél: +243 81 706 12 37

**Yvon Edoumou**, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), Tél: +243 97 000 37 50

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur et sur @UNOCHA\_DRC